

Animation: l'insertion professionnelle en question

Au cœur des débats des Rencontres animation formation d'Angoulême, organisées les 17 et 18 novembre: le casse-tête lié à l'insertion professionnelle des jeunes.

Attractif, mais précaire. Le marché de l'animation représente 13,9 % du chiffre d'affaires du cinéma en vidéo. En 2010, les films français ont capté 14,1 % des entrées des films d'animation, tandis que 80 % des salariés du secteur sont intermittents. Une précarité qui touche les jeunes, à la peine pour entrer sur ce marché mais aussi pour y rester, faute de formations adéquates. C'était l'objet des débats de la 3^e édition des Rencontres animation formation, orchestrées par René Broca et organisées à Angoulême les 17 et 18 novembre derniers, en partenariat avec le pôle image Magelis et le CNC.

Précarité encore au regard des chiffres liés à la rémunération des acteurs, dressés devant quelque 150 participants. Bien que l'exploitation salle connaisse une progression d'environ 5 %, le salaire annuel brut moyen pour un équivalent temps plein était de 23,2 K€ en 2010 pour un non-cadré, catégorie représentant 64 % des salariés. Pour les 36 % de cadres, il passe à 59,5 K€. Pourtant, la France se classe n°3 mondial et n°1 européen en termes de production d'animation. Le secteur semble donc toujours porter pour les plus de 300 nouveaux professionnels qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Seulement, la tendance veut qu'aujourd'hui les compétences demandées par les studios soient de plus en plus élargies.

Des étudiants supermans

Aussi, au sortir de la table ronde sur le storyboard, les conclusions sont sans appel: les jeunes doivent à la fois savoir dessiner et utiliser les derniers logiciels, avoir un bagage culturel pour développer leur créativité, des notions de construction d'un scénario, veiller à développer un langage cinématographique ou encore être au fait des contraintes liées à la 3D. "On leur demande d'être des supermans alors que tout cela s'apprend sur le long terme avec l'expérience", ironise un participant dans la salle.

Les critiques portent sur les formations existantes, qui ne seraient pas encore assez professionnalisantes, et les salaires de départ trop bas. Ce qui amènerait les mieux formés et les plus aguerris à partir à l'étranger. Il faut dire que le Danemark, par exemple, n'a pas grand-chose à envier à la France en termes de formation. Pour preuve, la présentation faite de l'Animation Workshop de Viborg, créé à la fin des années 1980, qui jouit d'une brillante réputation. L'école regroupe



La conférence sur les spécificités du storyboard a attiré de nombreux participants des rencontres.

un département des talents, une académie de dessin, un programme international et un autre destiné aux professionnels, ou encore un centre de développement des affaires. Mais, là où l'école se distingue, c'est par la philosophie de son enseignement. "Nous développons une autre relation à l'échec parce qu'ici la créativité, c'est essayer et échouer, puis réessayer encore. Il faut donner aux étudiants du bien-être et un sentiment de responsabilité personnelle. Nous considérons nos étudiants comme des collègues", explique Michelle Nardone, directrice du département éducation. Des valeurs que l'Animation Workshop entend faire valoir, y compris en France où elle est notamment en contact avec l'école La Poudrière. De telles coopérations se multiplient d'ailleurs dans l'Hexagone avec des écoles comme Les Gobelins, l'EMCA ou encore George-Méliès. D'autres formes émergent en parallèle, mêlant cette fois studios, écoles et diffuseurs. Ces types d'alliance sont plus rares, considérés par certains comme contre nature (lire l'encadré ci-dessous). Pourtant, l'un des objectifs reste l'insertion professionnelle des jeunes.

L'alternance, une solution ?

Une piste a alors été évoquée: l'alternance. Aujourd'hui, le dispositif, qui associe enseignement théorique et acquisition de savoir-faire en entreprise, affiche un déficit d'image dans l'animation. En effet, les freins sont nombreux: l'alternance coûte cher aux entreprises (d'environ 65 % à 100 % du Smic), comme en temps de formation et matériel mis à disposition. La concurrence avec les stages est encore trop élevée et les formations pas suffisamment "à la carte". Une réflexion a donc été abordée sur la mutualisation des contrats entre les entreprises et les organismes de formation. Un contrat lierait ainsi un pool d'étudiants à plusieurs sociétés et un roulement serait effectué entre l'enseignement théorique et le temps en entreprise évitant ainsi les carences. Seuls bémols: la question de la confidentialité des projets créatifs de chaque entité et le risque de voir ces nouveaux professionnels bien formés quitter l'entreprise au terme de la formation pour partir à l'étranger.

La France a toutefois de quoi faire rester les plus talentueux, à l'image du jeune réalisateur du long métrage d'animation en 2D *Ernest et Célestine*, Benjamin Renner. Les Armateurs, qui produit le film, lui en a confié les rennes dès sa sortie d'école. Pour plus de sérénité, il a souhaité s'associer avec les Belges Stéphane Aubier et Vincent Patar (*Panique au village*). Inspiré des romans jeunesse éponymes de Gabrielle Vincent, sur un scénario de Daniel Pennac, le film de 80' évoque l'amitié improbable entre un ours, Ernest, et une petite souris, Célestine. Le film doit sortir pour Noël 2012. ■■ Alexandra Montaldier

POLÉMIQUE AUTOUR DE LA COLLABORATION STUDIO-ÉCOLES

L'annonce de la collaboration du studio français Normaal et de trois écoles (La Poudrière, l'EMCA et l'Atelier) a suscité de vifs débats lors des Rencontres. Le projet consiste à faire réaliser des modules d'une minute par les étudiants en fin d'études dans le cadre d'une nouvelle série animée produite par Normaal, intitulée *A.R.T.* Ces modules pédagogiques, qui dévoilent des astuces sur les artistes et leurs techniques, viennent ensuite s'insérer à l'intérieur de chaque épisode de 13', le studio réalisant les 12' restantes. La polémique tient dès lors au financement. Normaal entend rémunérer les trois écoles pour la mise à disposition du matériel et les étudiants réalisateurs pour leur travail sur les modules. Un dispositif qui a provoqué une levée de boucliers, certains estimant que, par ce biais, les écoles entrent directement en concurrence "déloyale" avec les sociétés de production. Les étudiants prendraient la place des intermittents embauchés habituellement par ces entreprises. Pour d'autres, cette configuration favoriserait l'insertion professionnelle. La série, qui a coûté 5,5 M€, réunit 52 épisodes. Sa diffusion est prévue sur France Télévisions en 2012.